

LES TIC POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA CARAÏBE

Tayana ETIENNE

Responsable de Projets à SOLUTIONS, Société d'Ingénierie et de Services Informatiques

Coordonnatrice du MBDS, Faculté Des Sciences, Université d'Etat d'Haïti

tayana.etienne@fds.edu.ht - Décembre 2008

1. Introduction

1. Les Objectifs du Millénaire et l'opportunité des TICs
2. Le contexte Caraïbe
3. Enjeux et contraintes de l'appropriation caraïbe des TICs

1. Le volet Gouvernance en ligne

1. Définition
2. Les défis en renforcement des capacités du secteur public
3. Etat des lieux dans la Caraïbe
4. Les objectifs de l'atelier

1. Le volet Télé-apprentissage

1. Définition
2. Les ODM et les objectifs de l'Education Pour Tous
3. Enjeux et Problématique

1. Le volet Télé-santé

1. Définition
2. Enjeux et problématique
3. Les objectifs de l'atelier

1. Conclusion

I. MISE EN CONTEXTE DE L'ATELIER

1. Les Objectifs du Millénaire et l'opportunité des TICs
2. Le contexte Caraïbe
3. Enjeux et contraintes de l'appropriation caraïbe des TIC

INTRODUCTION- 1.1 Les objectifs du millénaire et l'opportunité des TIC

1. Les objectifs du millénaire

1. Engagements des Etats envers les populations d'aujourd'hui et de demain
2. Une métrique globale, une mise en oeuvre locale. Une implication régionale?
3. Un retard inquiétant. Pourquoi ?

1. Les TIC, une boîte à outil pour réaliser les objectifs du millénaire

1. Créer plus d'opportunités pour le plus grand nombre
2. Démarche d'outillage des politiques, démarche opérationnelle
3. Le modèle des systèmes experts pour l'encapsulation des compétences et des expériences

Les Objectifs du millénaire

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

2. Assurer l'éducation primaire pour tous

3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes

4. Réduire la mortalité infantile

5. Améliorer la santé maternelle

6. Combattre le SIDA, la malaria, et les autres maladies

7. Assurer la durabilité de l'environnement

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Les trois axes de l'atelier

E- gouvernance

E- Learning

E- Santé

1. Mise en contexte

1. Taille, insularité et diversité (culture, langue, économie)
2. D'une identité à une communauté caraïbe – Organisations régionales ?

1. (circulation des biens et des personnes, diaspora)

1. La place de la Caraïbe dans le monde

1. L'expérience TIC dans la Caraïbe

1. Inventaire et partage des expériences
2. Fossé numérique à combler
3. Infrastructure et stimulation de la production numérique

Tableau 1 (Jean-Marie Raymond NOEL, Accord de Partenariat Economique UE – CARICOM . Science, Technologie, Innovation : Opportunités et Contraintes pour Haïti. Colloque Karibe NOVA, Haïti. Mai 2008)

Infrastructure technologique : Statistiques					
	Internet/ 100 utilisateurs	PC / 100 utilisateurs	Cellulaire/ 100 utilisateurs	Tel Fixe / 100 utilisateurs	Large bande / 100 utilisateurs
Antigua et Barbuda	35.59	14.85	105.55	44.77	7.02
Bahamas	31.88	12.38	70.50	41.19	4.14
Barbade	59.48	14.87	76.65	50.14	11.87
Belize	12.36	15.19	43.01	12.32	2.04
Dominique	28.75	18.23	58.68	29.40	4.56
Grenade	18.64	15.65	45.53	26.65	3.13
Guyana	21.30	3.86	37.45	14.66	0.27
Haïti	7.51	0.19	5.87	1.70	0.00
Jamaïque	46.48	6.75	105.78	12.03	1.70
Rép. Dominicaine	22.17	2.32	51.05	9.94	0.74
St Kitts et Navis	24.28	26.07	23.70	59.26	1.21
Sainte Lucie	34.49	16.30	65.72	32.58	0.00
St Vincent	8.40	13.87	73.64	19.03	4.72
Surinam	7.12	4.45	70.80	18.03	0.59
Trinidad et Tobago	12.48	9.88	126.42	24.87	1.57

Tableau 2 (M. BURACK, H. GODART, F. TAGLIONI. Le Bassin Caraïbe dans les Amériques : Intégration régionale ou continentale. MappedMonde 72 (2003.4))

	Membres	Date de création	Population en 2001 (millions)	Superficie en km ² (millions)	PNB total en 2000 (milliards \$)
Bassin caraïbe					
OECS	7	1981	0,55	0,003	2
Caricom	15	1973	14,2	0,46	26
AEC	25*	1994	232	5	730
Amérique du Nord					
Aléna	3	1992	420	21,5	9 900
Amérique centrale					
Groupe des Trois (G3)	3	1992	168	4	607
MCAC	5	1960	197	0,42	50
Amérique latine					
Mercosur	4	1991	219	11,9	1 036
Pacte Andin	5	1969	116	4,7	256
Les Amériques					
ZLEA	34 (2)	2005 (2)	840	40,5	12 000

* 25 États indépendants auxquels s'ajoutent 12 territoires sous tutelle ; OECS: Organisation des États de la Caraïbe orientale ; Caricom: Communauté et marché commun de la Caraïbe ; AEC: Association des États de la Caraïbe ; Aléna: Accord de libre-échange nord-américain ; MCAC: Marché commun d'Amérique centrale ; Mercosur: Marché commun du Cône Sud ; Pacte Andin: Communauté andine ; ZLEA: Zone de libre-échange des Amériques. Sources: Banque mondiale (2002) ; PNUD (2002). Compilation: F. Taglioni.

1. Les principales organisations régionales d'intégration économique et de coopération dans les Amériques au début du XXI^e siècle

- Les leviers pour renforcer les capacités de la Caraïbe
 - Volonté de transformer le discours politique en système-outils et en action en faveur des populations.
 - E-readiness et infrastructure technologique.
 - Création ou amélioration de l'environnement légal
 - Les compétences locales (développer, valoriser, employer)
 - Promotion de la participation et l'initiative citoyenne
 - Mobilisation des ressources financières
 - Mobilisation de la capacité d'innovation et d'entreprenariat au niveau local et régional.

II. E-GOUVERNANCE DANS LA CARAÏBE

1. Définition
2. Les défis en renforcement des capacités du secteur public
3. Etat des lieux dans la Caraïbe
4. Les objectifs de l'atelier



Soutien à la recherche en TIC entre l'Europe, l'Amérique latine et la Caraïbe



*“Good governance is perhaps the single most important factor
in eradicating poverty and promoting development”*

Kofi A. ANNAN,

Secrétaire Général des Nations Unies

Définition:

« L'e-gouvernance est l'utilisation par le secteur public des technologies de l'information et de communication dans le but d'améliorer la livraison de l'information et le service, d'encourager la participation de citoyen au processus de décision et de rendre le gouvernement plus responsable, transparent et efficace. » Site de l'UNESCO

Un cycle dynamique avec des Acteurs clés pour concevoir globalement et agir localement:

1. Les Politiques (Exécutif et Législatif) déterminent les priorités et la stratégie Global de l'E-gouvernance . Ils définissent le cadre légal et mobilisent les ressources financières(vote de budget).
2. L'administration publique (métier) qui définissent et améliorent de façon continue les procédures et les processus de mise en œuvre des exigences du cadre légale ou des politiques de gouvernement.
3. Les compétences techniques en TIC (Programmeurs, Ingénieurs en réseau, etc.) qui développent et les outils et les infrastructures de support des engagements de l'administration.
4. Les citoyens qui « consomment » les services publics disponibles à partir d'une interface numérique

Besoins "Fonctionnels"

- Accéder à l'information
- Télécharger des formulaires
- Placer des requêtes en ligne
- Recevoir des informations ciblées
- Avoir accès de façon transparente aux opportunités des marchés publics

Capacités à renforcer

- Développement de Contenu
- Modernisation des procédures de service traditionnel.
- Gestion et archivage des données
- Sécurisation des données
- Développement et adaptation de services en ligne
- Planification, déploiement et maintenance des infrastructures.
- Gestion du service à la "clientèle".
- Décentralisation des services

- Infrastructures
- Cadre légal
- Promotion des outils de egouvernance

Besoins non Fonctionnels

- Disponibilité 24/7
- Sécurité des données
- Ergonomie et simplicité
- Rapidité

- Favoriser l'inclusion sociale
- Favoriser l'équilibre des genres

Citoyen

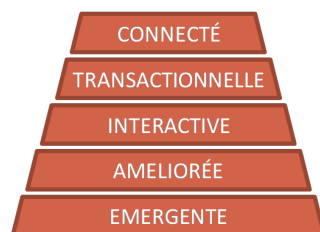
Citoyen

Gouvernement

Source: UN E-Government Survey 2008
Department of Economic and Social Affairs
Division for Public Administration and Development Management
<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/UN/UNPAN028607.pdf>

Une analyse à partir de plusieurs perspectives complémentaires définies dans le cadre de l'étude:

- *L'indice de l'infrastructure*
 - *Indice composite comprenant 5 facteurs (la densité des utilisateurs d'internet, la densité de PC disponibles, la densité d'abonnés au cellulaire, la densité d'abonnés au service de téléphonie fixe, la densité d'abonnés à un service de large bande)*
- *L'indice du Capital Humain*
 - *Indicateur composite tenant compte du niveau d'alphabétisation des adultes et du taux de fréquentation des niveaux de formation primaire, secondaire et universitaire.*
- *L'indice de la E-participation*
 - *Indice appréciant la qualité et la Pertinence des services publics offerts via les TICs. Les Etats sont évalués en fonction des structures mises en places pour faciliter l'accès du citoyen et aussi en fonction du leadership mis en œuvre pour encourager et soutenir le succès de l'e-gouvernance. Cet Indice comporte 3 sous indices liés à la qualité du contenu, la qualité des forums électroniques et la prise de décision.*
- *L'indice de présence Web*



Les Stades de présence Web

Stade I- émergence: la présence en ligne du gouvernement est constituée principalement de pages web ou de sites officiels sans la mise en place d'un portail. La plupart des informations sont statiques et il y a peu d'interaction électronique avec les citoyens.

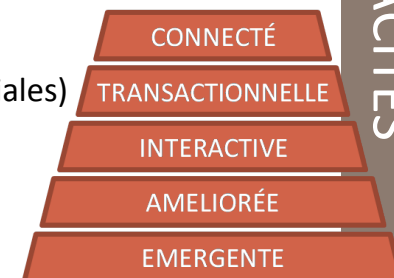
Stade II-amélioration: Le Gouvernement donne plus d'informations sur les politiques publiques et sur la gouvernance. Des liens et des archives sont disponibles pour rendre accessible au citoyen des documents, des formulaires, des rapports des textes de lois ou d'autres types de publications officielles.

Stade III-interaction : Le gouvernement donne des services en ligne de base comme des applications de renouvellement de licence ou de déclaration d'impôts. Parallèlement, un Portail de services est en phase de promotion auprès des citoyens.

Stade IV- Transactionnel: Le gouvernement commence à mettre en place un mécanisme d'interaction avec le citoyen en vue de permettre des échanges d'informations dans les 2 sens. Ceci inclut par exemple la possibilité d'effectuer des paiements en lignes ou d'offrir des services d'Etat Civil ou des services aux entreprises disponibles 24/7. A ce stade toute une procédure donnée peut être effectuée en ligne.

Stade V – Connexion : Le gouvernement devient une entité connectée qui répond aux besoins des citoyens à partir d'une interface numérique et d'une administration (back-office) bien intégrée. Il s'agit du niveau le plus sophistiqué d'egouvernance caractérisé par:

- Des liens Horizontaux (entre les différentes agences gouvernementales)
- Des liens verticaux (entre les différents niveaux de hiérarchie et de collectivités territoriales)
- Des investissements en infrastructures utiles
- Des liens directs entre les citoyens et l'Etat



Le Volet Egouvernance : ETAT DES LIEUX : Les Résultats du Rapport 2008 des Nations Unis sur l'E-Gouvernance

Rang Mondial	Pays	Indice de présence Web	Indice Infrastr.	Indice de Capital Humain	Indice de E-Participation	Indice E-government readiness
47	République Dominicaine	0,5084	0,1472	0,8270	0,3182	0,4943
65	Trinidad et Tobago	0,4448	0,2781	0,8720	0,2045	0,5307
96	Jamaïque	0,3211	0,2945	0,7924	0,1136	0,4679
103	Barbados	0,3010	0,4464	0,9609	0,1364	0,5667
104	Bahamas	0,3010	0,3033	0,8748	0,0455	0,4911
112	Sainte lucie	0,2809	0,2676	0,8812	0,0682	0,4746
112	Saint Kitts and Navis	0,2809	0,2737	0,8956	0,1591	0,4814
122	Saint Vincent	0,2642	0,2156	0,8171	0,2642	0,4306
133	Cuba	0,2140	0,0312	0,9572	0,0909	0,3990
147	Antigua and Barbuda	0,1405	0,3891	0,8253	0,1364	0,4485
173	Haiti	0,0635	0,0280	0,5420	0,0227	0,2097
187	Dominique	0,0067	0,2718	0,8566	0,0000	0,3746

E-Government readiness data Source: UN E-Government Survey 2008

Rang Mondial	Pays	I	II	III	IV	V	Total
46	Dominican Republic	8	65	63	8	8	154
64	Trinidad and Tobago	8	67	56	0	2	133
95	Jamaïque	7	39	48	0	2	96
102	Barbados	8	37	40	1	4	90
103	Bahamas	7	47	36	0	0	90
111	Ste Lucie	8	25	47	3	1	84
112	Saint Kitts and Nevis	7	25	48	2	2	84
121	Saint Vincent and the Grenadines	8	29	38	4	0	79
132	Cuba	8	27	28	0	1	64
146	Antigua and Barbuda	7	18	15	1	1	42
169	Haiti	2	10	7	0	0	19
189	Dominique	1	0	1	0	0	2

- En 2008, seize(16) des dix-huit(18) ministères ont un site web
 - le ministère de l'Economie et des Finances <http://www.mefhaiti.gouv.ht>,
 - le ministère de la Planification et de la Coopération Externe <http://mpce.gouv.ht>,
 - le ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme <http://mcfdf.gouv.ht>,
 - le ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural www.agriculture.gouv.ht,
 - le ministère des Affaires Etrangères www.mae.gouv.ht,
 - le ministère des Travaux Publics, Transports et Communications www.mtptc.gouv.ht,
 - le ministère de la Justice et de la Sécurité Publique www.mjsp.gouv.ht,
 - le ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle www.eduhaiti.gouv.ht.
 - la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées www.seiph.gouv.ht.

Etat des lieux pour Haïti : Observatoire Pour l'Intégration des Technologies de l'Information et de Communication en Haïti www.optich.ht

Le Volet E-gouvernance dans l'atelier.

L'objectif de l'atelier dans le cadre de l'E-gouvernance consiste à explorer l'expérience de l'e-gouvernance au niveau de la Caraïbe et à répondre à un ensemble de préoccupations.

- Comment utiliser l'egouvernance pour atteindre les objectifs du millénaire ?
- Comment Formuler correctement les besoins et les priorités au niveau des Politiques?
- Faut-il considérer l'efficacité des services publics traditionnels comme un pré-requis?
- Comment éviter la duplication des efforts et le gaspillage de ressources ?
- Comment atteindre une masse critique d'utilisateurs?

III. TELE APPRENTISSAGE DANS LA CARAÏBE

1. Définition
2. Les ODM et les objectifs de l'Education Pour Tous (EPT)
3. Enjeux et Problématique

Le Volet Téléapprentissage

La fragmentation physique de la Caraïbe et les contraintes de mobilité des ressources humaines nous obligent, plus qu'ailleurs, à développer de solides capacités en matière de télé-enseignement.

Les défis qui nous attendent à l'aube de ce que l'on considère comme l'ère de l'économie du savoir sont pourtant tout aussi critiques .

Définition:

Le Téléapprentissage peut être défini comme l'exploitation et l'accès à des modules de formations qui permettent d'établir un lien virtuel de tutorat ou d'enseignement. Ces modules sont disponibles le plus souvent sur réseaux (internet ou intranet) ou sur des support électroniques.

Il s'agit en fait d'un transfert structuré de savoir-faire ou de connaissance par l'intermédiaire d'un média qui affranchit des barrières de l'espace et souvent du temps.

En général il se décompose en deux phases. La première dans laquelle l'étudiant travaille seul sur le matériel de formation, puis une seconde dans laquelle il entre en contact avec l'enseignant. Techniquement, cette seconde phase peut être synchrone (communication en temps réel, par texte en direct ou visioconférence par exemple) ou asynchrone (communication en différé de type courrier, par e-mail ou forum).

Le Volet Téléapprentissage : Les objectifs du millénaire et les objectifs de l'Éducation pour tous

Sur les Huit OMD, deux font spécifiquement référence à l'éducation:

OMD2:assurer l'éducation primaire pour tous

D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

OMD3:promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.

Les six objectifs de l'éducation pour tous (EPT)

1. Développer et améliorer la protection et l'éducation de la petite enfance, notamment les enfants les plus vulnérables et défavorisés.
2. Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire de qualité, obligatoire et gratuit, et de le suivre jusqu'à son terme.
3. Répondre aux besoins éducatifs de tous (jeunes et adultes) en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires à la vie courante;
4. Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici à 2015 et assurer aux adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente;
5. Éliminer les disparités entre sexes au niveau du primaire et du secondaire d'ici 2005 ...;
6. Améliorer la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats reconnus et quantifiables. Notamment dans les compétences indispensables dans la vie courante.

Les Enjeux

- Atteindre le plus grand nombre efficacement et au moindre coût
- Adapter les expériences acquises en matière de e-Learning en faveur du plus grand nombre
- Adapter le programme scolaire aux défis du nouveau siècle (learn to learn)
- Mettre en place un système éducatif virtuel qui favorise l'égalité des chances
- Encapsuler l'expérience et le savoir-faire du «maitre modèle» (au profit des maitres et des élèves)

La Problématique

- Investissement à grande échelle risqué (jugé à tort non prioritaire)
- La disponibilité des ressources humaines spécialisées en appui aux décideurs
- La résistance au changement

Objectifs de l'atelier

L'objectif de l'atelier dans le cadre du Téléapprentissage consiste à explorer la pertinence de la question ainsi que l'expérience de téléformation au niveau de la Caraïbe. Nous nous intéresserons ainsi à un ensemble de questions qui seront définies en atelier.



Soutien à la recherche en TIC entre l'Europe, l'Amérique latine et la Caraïbe



III. TELE SANTE DANS LA CARAÏBE

1. Définition
2. Enjeux et problématique
3. Les objectifs de l'atelier



Le Volet Télésanté - Définition

Deux préoccupations principales, lorsqu'on parle d'accès à la Santé :

- Fourniture d'accès aux services équitables et de qualité à la santé
- Contrôle ou mieux réduction des couts croissants de Santé.

La Télésanté et la Télémédecine semblent être des éléments de réponse à ces préoccupations par l'optimisation de l'utilisation des ressources (humaines et matérielles) en s'appuyant sur les Technologies de l'Information et de la Communication.

Définition:

« La **télé santé** c'est le management et le support à la **santé** au niveau national et international, par des communications interactives sonores, visuelles et de données. Ceci inclut les prestations de soins de **santé** de base, les consultations, l'accès aux centres et aux dépôts des connaissances, la gestion des établissements de **santé**, la formation de base, la formation continue, la recherche, la surveillance des maladies et la gestion des urgences. »

Les Enjeux

- L'opportunité par rapport aux objectifs du millénaire
- Prévenir les épidémies et les complications dues au manque d'informations
- Améliorer l'accès au soin (la qualité de vie) des populations.
- Rationaliser les coûts de santé publique
- Développer un nouveau modèle d'économie de la santé (la diaspora ?)
- Mise en œuvre et Monitoring des politiques publiques de Santé

La Problématique

- Le cadre légal
- La fiabilité et la confiance du système
- Les coûts
- Les compétences
- La résistance au changement

Objectifs de l'atelier

L'objectif de l'atelier dans le cadre de la Télésanté consiste à explorer la pertinence de la question ainsi que l'expérience de télésanté au niveau de la Caraïbe. Nous nous intéresserons ainsi à un ensemble de questions:

- Comment stimuler l'innovation dans un domaine aussi sensible que la Santé?
- Comment profiter au niveau de la Caraïbes des compétences de notre diaspora en faveur du plus grand nombre?

IV. CONCLUSION



Soutien à la recherche en TIC entre l'Europe, l'Amérique latine et la Caraïbe



Le renforcement des capacités de la Caraïbe ne peut se faire en dehors du circuit des TIC et doit permettre de développer les capacités de nos sociétés, nos institutions et nos individus à résoudre des problèmes, à évoluer vers de meilleures pratiques (best practices) et à bâtir des projets d'avenir.

Cet atelier traitera des moyens et des systèmes qui peuvent nous y aider mais derrière ces thèmes techniques, il ne faut pas oublier l'exigence, pour chacun d'entre nous, de METTRE LA POLITIQUE EN PRATIQUE.

Beaucoup de questions nous attendent, certaines resteront peut-être sans réponses mais l'exercice ne sera pas vain.

MERCI